



Chip Somodevilla/Gettyimages



Une majorité de femmes ont voté pour Trump, et pas que les Blanches en Floride comme ici, mais aussi les Hispaniques à New York.

## Les minorités ont souvent voté pour le conservateur

**Témoignages** Les votes féminins et hispaniques devaient s'avérer déterminants pour Hillary Clinton. Tous ne lui ont pas donné leur voix.

**Albertine Bourget** New York

«Vous voulez parler de Trump? Entrez seulement! Je l'a-do-re.» A peine poussée la porte du salon de coiffure Manuela's, choisi au hasard sur Liberty Avenue à Staten Island, le ton est donné. «On a toutes voté pour lui, n'est-ce pas?» lance Rosann, qui nous a accueillies. Les clientes acquiescent. «Il va remettre l'Amérique sur pied!» s'exclame la patronne, Manuela Guercio, qui sourit en indiquant être née à Zurich. Au mur trône un crucifix.

Dans les rues aux maisons propres, des rubans bleus noués aux arbres nous avaient surpris: Staten Island est un bastion républicain dans la marée bleue des quatre autres boroughs de New York. L'île n'a pas dérogé à la tradition, votant rouge à près de 57% (contre 88% du Bronx et 86% de Manhattan pour Clinton). Les ornements s'avèrent un signe de soutien aux forces de l'ordre, en réponse au mouvement #blacklivesmatter; de nombreux policiers vivent ici.

### «Clique» détestée

Rosann est donc coiffeuse. Et elle en a marre. «A Washington, c'est le bazar. Les politiciens se mettent l'argent dans les poches au lieu d'aider les gens comme moi. Et Hillary qui voulait encore augmenter les impôts!» A 70 ans, elle s'occupe d'une voisine de 87 ans pour joindre les deux bouts. Son fils ne trouve pas de travail. «Enfin, il attend de trouver un emploi correct. Il ne veut pas travailler

pour rien, comme certains.» Le vote des femmes, comme celui des Hispaniques, était donné comme déterminant pour Clinton. Mais si 54% des électrices américaines ont voté pour la démocrate (55% avaient voté pour Barack Obama), les Blanches ont, à 53%, choisi son adversaire. Hillary «et sa clique», nos interlocutrices les détestent. Et puis, rien ne va plus: les coûts de l'assurance maladie qui augmentent, les vétérans «lâchés par Obama», les clandestins aux frontières, la menace terroriste... Alors, une femme à la Maison-Blanche, ce n'est pas une priorité. «Je m'en moque», résume Michelle, rencontrée devant une bijouterie du coin et qui a, elle aussi, voté pour Trump.

L'inexpérience du futur président ne leur fait pas peur. «Justement, il n'est pas politicien, il n'est pas corrompu. C'est un homme d'affaires qui va s'entourer des bonnes personnes.» Les propos sexistes de Trump candidat, «ça non, ce n'était vraiment pas joli», dit Rosann – elle ne croit pas aux accusations de harcèlement. Les autres la coupent. «C'était dans le cadre d'une conversation privée! Ça ne vous arrive jamais de dire des horreurs à vos copines?» Au-delà de la personnalité de l'homme d'affaires, tout dans le programme de Donald Trump les séduit. «La sécurité nationale, les frontières, je suis d'accord avec l'ensemble de ses propositions», résume Darleen.

Comme plus d'un habitant sur trois à Staten Island, Rosann a des origines italiennes. «L'immigration, je suis pour, évidem-

ment! Sinon, je serai en train de manger des spaghetti à Salerne ou Dieu sait où. Mais il faut passer par le processus légal, travailler, pas tendre la main et réclamer! Mes grands-parents se sont échinés comme des brutes pour nourrir leurs familles.» Lorsqu'on évoque le taux de chômage à 5%, Darleen s'indigne. «Les plus riches sont toujours plus riches, les plus pauvres vivent de subsides. Et nous, ceux du milieu, alors?»

### Besoin d'un nouveau départ

L'élection a souligné les profondes fractures, raciales, socio-économiques, qui marquent encore et toujours la société américaine. Sans parler de la peur. Celle de l'islamisme expliquerait pour une bonne part le nombre de voix homosexuelles, estimées autour de 14%, qui sont allées au ticket Trump-Pence; ce dernier, gouverneur de l'Indiana, est pourtant réputé pour ses prises de position contre le mariage gay.

Seule une petite minorité – 8% – des Afro-Américains a voté Trump. C'est le cas de Theresa, la croisée à Manhattan mardi. En 2008 et 2012, elle avait soutenu Obama. Hillary, pas question.

**«Moi, j'aime la Bible, la Constitution et les armes. Trump a allumé un feu dans mon cœur que je n'avais pas senti depuis longtemps»**

**Frank Lara,** Mexicain établi en Californie

«Elle est au pouvoir depuis trop longtemps, et sa fondation, ses mails sur lesquels a enquêté le FBI, c'est louche. Il nous faut un nouveau départ.»

En plus des électrices, le nombre des partisans de Trump chez les citoyens d'origine hispano-latine a surpris: 29% se sont avérés être des trumpistas. Ceux que nous avons interrogés sont de la seconde génération, comme Katherine Vasconez, avocate à Los Angeles. Née d'un père équatorien qui a servi dans la Navy, elle est arrivée bébé aux Etats-Unis. Si elle espère avant tout que le gouvernement Trump «fera abroger Obamacare», la jeune femme explique également être contre l'avortement et «soutenir des lois plus dures contre les interruptions de grossesse».

D'origine mexicaine, Frank Lara, la quarantaine, vit lui aussi en Californie, où son travail consiste à engager des ouvriers agricoles. Les remarques de son candidat sur les Mexicains ne l'ont pas dérangé plus que ça. «Ce ne sont que des mots. Moi, j'aime la Bible, la Constitution et les armes, et je ferai tout pour les défendre. Trump a allumé un feu dans mon cœur que je n'avais pas senti depuis longtemps.» À l'instar de Manuela Guercio, la patronne du salon de Staten Island, qui parle d'une fierté retrouvée. «L'Amérique vache à lait et risée du monde, c'est terminé!» La fin de l'exceptionnalisme américain, annoncée après la débâcle du Vietnam par le sociologue Daniel Bell, ceux qui ont voté pour Donald Trump refusent d'y croire. ●

## «Son impulsivité peut être problématique»

**Interview** Oliver Thränert dirige le think tank du Centre d'études de sécurité de l'EPFZ. Il analyse les conséquences géopolitiques de l'élection de Donald Trump.

### Le monde est-il devenu moins sûr cette semaine?

Le fait qu'un homme d'affaires sans expérience politique prenne la fonction la plus importante au monde ne contribue certainement pas à rendre le monde plus stable. Sa stratégie en matière de politique étrangère n'est cependant pas encore claire, tout comme la composition de son cabinet. Ce que l'on sait, c'est que Donald Trump a été élu grâce à une campagne centrée sur les Etats-Unis.

### Il affirme vouloir s'impliquer le moins possible dans les conflits à l'étranger. Qu'est-ce que cela signifie pour les rapports de force au niveau mondial?

On peut craindre la fin du monde libéral défendu par les Etats-Unis. Le président sortant, Barack Obama, s'est déjà éloigné de la doctrine qui prévalait jusqu'ici à Washington en matière de politique étrangère. Il n'est pas intervenu massivement militairement en Syrie. La Russie en a profité. Tout comme la retenue des Etats-Unis a servi à l'Iran. En Asie, les velléités d'expansion de la Chine menacent ses voisins en mer de Chine du Sud. Si Trump réalise son programme isolationniste, ces Etats ainsi que d'autres régimes autoritaires bénéficieront d'une plus grande liberté.

### La place du «gendarme du monde» serait laissée vacante?

Obama a voulu préparer ses partenaires au fait que les Etats-Unis ne peuvent plus s'occuper de tous les problèmes dans le monde. Avec Trump, nous devons nous attendre à un désengagement américain.

### La Russie et la Chine pourraient-elles occuper cette place laissée vacante?

Elles vont certainement tenter d'utiliser cet espace, mais des Etats autoritaires ne pourront jamais devenir les gendarmes du monde. Contrairement aux Etats-Unis, il ne s'agit pas pour eux de défendre un ordre mondial libéral, mais exclusivement de servir leurs propres intérêts nationaux.

### Qu'en est-il de l'Europe?

Les Européens n'ont ni la volonté, ni les moyens de devenir les gendarmes du monde. Tout au plus, certains pays comme la France ou l'Allemagne interviennent-ils au niveau diplomatique dans des conflits proches. C'est ce qu'ils font par exemple dans le conflit en Ukraine.

### Trump va-t-il reconnaître l'annexion de la Crimée par la Russie?

Les experts et politiciens occidentaux considèrent de manière unanime que l'accaparement de la Crimée était une violation du droit international. Dès lors, je ne peux pas imaginer que Trump donne sa bénédiction. S'il devait le faire, cela déclencherait un séisme à l'OTAN et provoquerait l'inquiétude des pays de l'Est.

**Cela pourrait pousser le président russe, Vladimir Poutine, à envahir d'autres pays où vivent des minorités russes, comme les pays Baltes. Est-ce un scénario réaliste?**

Je peux m'imaginer que Poutine essaie à l'avenir de tester davantage l'OTAN. Une intervention dans les états baltes serait une possibilité pour cela. Mais la santé économique des minorités en Lettonie et en Estonie est bien meilleure qu'en Ukraine. En voulant tester cette voie, Poutine prendrait d'énormes risques. L'OTAN pourrait en plus serrer les rangs.

**Avec Trump, un homme impulsif et imprévisible prend le contrôle d'un gigantesque arsenal nucléaire. Cela doit-il nous inquiéter?**

Le rôle du président américain sur les questions militaires et de politique étrangère est fortement lié au pouvoir. L'impulsivité peut alors devenir un problème. D'un autre côté, il y a chez chaque nouveau président une phase d'apprentissage qui aboutit à un équilibre.

Marc Darchinger



**«On peut craindre la fin du monde libéral défendu par les Etats-Unis»**

**Oliver Thränert,** directeur du think tank du Centre d'études de sécurité de l'EPFZ

**Pensez-vous que Trump soit capable d'utiliser l'arme nucléaire?**

La dissuasion est basée sur le fait que l'utilisation de la puissance nucléaire est possible dans des cas extrêmes. Sinon, ce n'est pas crédible. Trump a parlé du nucléaire avec beaucoup de légèreté durant sa campagne. Cela risque de changer. La responsabilité de milliers d'armes nucléaires a jusqu'ici toujours inspiré le respect à chaque nouveau président américain.

**Que signifient tous ces changements pour la sécurité de la Suisse?**

La présidence Trump devrait renforcer la tendance existante à la renationalisation. Pour la Suisse, cela pourrait créer des opportunités, par exemple de nouveaux accords bilatéraux dans des secteurs où l'Union européenne n'est pas fermée. D'un autre côté, une forte fragmentation du monde occidental ne serait pas forcément dans l'intérêt d'une Suisse toujours favorable à l'équilibre.

**Christian Brännimann**